

# Médiatisation de la science et choix politiques



**Ingrid Merckx**  
Journaliste à Politis

*La deuxième table ronde nous invite à réfléchir au sujet « médiatisation de la science et choix politiques ». Derrière cet énoncé, la question de l'information scientifique, de sa transmission et de la façon dont elle peut, ou ne peut pas, peser sur les choix politiques. En d'autres termes, qui détient et divulgue cette information ? - Ce qui renvoie à la question des experts. - De quelle manière, par quelles instances et quels médias ? Mais aussi à quel moment intervient-elle ?*

*La question du « quand » paraît assez centrale si l'on considère quelques scandales sanitaires récents.*

*L'affaire du Médiator par exemple, ce médicament commercialisé de 1976 à 2009 et qui serait responsable d'au moins 500 morts et 350 hospitalisations. Il en est beaucoup question ces jours-ci dans la presse du fait de la publication, le 14 octobre et le 16 novembre, de deux études réalisées par la Caisse nationale d'assurance maladie sur les assurés qui en auraient consommé. Irène Frachon, pneumologue qui a obtenu le retrait de ce médicament produit par le laboratoire Servier, bataillait depuis 2006 pour en faire reconnaître la nocivité. Ce qui veut dire qu'on parle aujourd'hui, en 2010, d'un médicament prescrit pendant plus de 30 ans sur lequel des scientifiques nourrissent de sérieux doutes, voire des certitudes depuis au moins trois ans avant son retrait du marché. « L'affaire du Médiator interroge une fois de plus la lenteur de certaines agences censées protéger notre santé, dénonce Marie-Christine Blandin, sénatrice Europe-écologie les Verts, ici présente, dans un communiqué publié le 16 novembre. Et elle ajoute : « On retrouve les ingrédients habituels de la complaisance : sous estimation des arbitrages étrangers, mépris des alertes locales et infiltrations des détenteurs d'intérêts privés (laboratoire Servier), dans les instances d'intérêts publics ».*

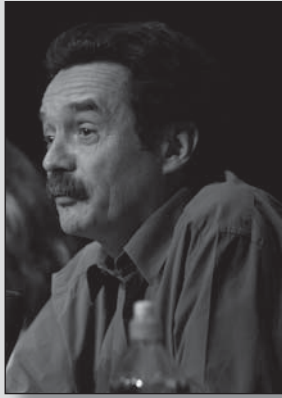
*Second exemple, celui de la grippe A H1 N1 qui a mis en évidence publiquement la question de la responsabilité des experts, de leur indépendance et de leur crédibilité, avec une particularité supplémentaire puisque, pendant la campagne de vaccination, on a eu l'impression que les informations qui paraissaient au sujet de la grippe A étaient données quasi en temps réel. On a tous été les témoins d'une grande confusion, les experts parlant tous à la fois dans tous les sens, laissant les médecins perplexes. Il en est résulté des choix politiques inadaptés sinon absurdes.*

*Dernier exemple, un article du Quotidien du médecin du 16 novembre dernier, qui dénonce le pouvoir de l'Agence de la biomédecine sous la plume de Pierre Le Coz, philosophe et membre du Conseil consultatif national d'éthique et de Emmanuel Hirsch, professeur d'éthique médicale à Paris 11. « Nos vies et nos corps sont aujourd'hui entre les mains d'experts en*

biomédecine, écrivent-ils. Experts d'un genre nouveau ils dictent le vrai, le juste et le bien aux transplantateurs, gynécologues obstétriciens, généticiens, médecins de la reproduction et même aux hématologues ».

Experts, sources, vulgarisation politique : pour débattre de ces questions, Marie Christine Blandin, sénatrice Europe-Ecologie-Les Verts du Nord Pas de Calais et membre de l'Office parlementaire des choix scientifiques et techniques (OPECST) ; Ruth Ségassy, journaliste à France Culture et productrice du magazine « Terre à terre » qui entend, je cite, « confronter sans tomber dans la polémique, désamorcer la dramatisation pour permettre la réflexion » ; et Edwy Plenel, journaliste, fondateur et directeur de Médiapart, journal d'enquête en ligne, qui faisait justement sa « Une » hier sur le Médiateur.





**Edwy Plenel**

*Journaliste, Cofondateur et directeur de Médiapart*

# L'enjeu de la démocratie

Commencer par l'affaire du Médiateur me semble un bon exemple parce que c'est la question de la démocratie qui est en jeu. Dans le cas du Médiateur, l'expert a parlé tôt, il a parlé en espagnol. Une revue scientifique espagnole a expliqué dès le début des années 2000 les conséquences de ce médicament. Le médicament a été retiré en Espagne, il a été retiré dans d'autres pays européens. Mais la revue n'a pas passé les Pyrénées. Évidemment, il s'agit d'un laboratoire français, le laboratoire Servier, d'un médicament qui a fait 1 milliard de chiffre d'affaires et il s'agit de toutes ces commissions supposées indépendantes dans notre pays et qui ne le sont pas vraiment.

Derrière le cas Allègre, qui a déclenché notre réflexion d'aujourd'hui, et les cas qui viennent d'être cités, il y a une question qu'il faut que l'on regarde en face, celle de la relation entre ceux qui produisent du savoir et ceux qui transmettent ces informations. Ce n'est pas une relation qui va de soi, y compris entre nous présents dans cette salle, puisque chaque « savant », chaque possesseur d'un domaine de compétence se sent bien souvent trahi par la façon dont les journalistes reflètent sa discipline, quelles que soient les bonnes intentions du journaliste. Comment alors nouer une nouvelle alliance entre nous ?

Le cas Allègre peut nous servir d'exemple et de levier pour l'action. Il permet aussi de dépasser le concept de conflit, théorisé avec efficacité et légitimité par Pierre Bourdieu, mais en même temps de mon point de vue de façon contestable quand il a écrit sur la télévision ou sur le journalisme. Au fond, Pierre Bourdieu disait en substance : « Moi, je voudrais discuter de ma discipline, la sociologie, comme les mathématiciens discutent de la leur entre eux, qui peuvent refaire leurs démonstrations, alors que moi je me trouve confronté dans ces terres médiatiques où je me suis aventuré avec « La misère du monde » à devoir discuter avec des gens incompetents et à perdre l'autonomie de mon champ de savoir ».

Il posait une bonne question, celle de l'autonomie du savoir, du temps du savoir, qui n'est pas le temps de l'information des médias ou de l'action. Certains sociologues s'en sont émus et ont choisi de simplifier la question, notamment en négligeant l'autonomie des citoyens. Bourdieu lui même, qui défendait pourtant des causes sociales, défendait par exemple, non sans un certain élitisme, l'idée que la télévision faisait l'opinion, en négligeant la capacité d'autonomie de l'individu. Je ne critique pas là Bourdieu, mais je veux seulement dire que nous, journalistes, avons vécu ce moment où nous avons été soumis à ce type de critique, comme le moment d'un malentendu maximum.

Je pense en fait que derrière tout cela, la vraie question est en effet celle de la démocratie. Nous savons tous qu'il ne suffit pas de penser politiquement juste pour informer vrai ; la vraie question devient donc : comment arriver à créer un espace public qui respecte le savoir tout en étant un espace où l'inattendu, l'imprévu peut surgir ? Parce que, au fond, comme Jacques Rancière l'a écrit, la démocratie c'est le régime de n'importe qui, sans privilège de savoir, de diplôme, sans privilège de naissance, sans privilège de fortune : j'ai le droit de m'exprimer, j'ai le droit de manifester, de voter, éventuellement d'être candidat, et même de gouverner.

Cette promesse démocratique est évidemment une provocation face à toutes les oligarchies qui peuvent être des oligarchies de la puissance, de l'avoir, mais aussi du savoir. Je sais, je sais mieux que vous ce qui est bon pour vous, je suis l'expert, je suis le sachant, je suis le médecin à l'ancienne qui prescrit sans prendre la peine de discuter avec son patient. Et c'est un défi parce que c'est vraiment une contradiction qu'il serait vain de vouloir évacuer.

Quel est le fil de cette nouvelle alliance que nous devons inventer et pourquoi l'affaire Allègre peut-

elle en être le levier ? Ce fil pour moi c'est l'expression « la vérité de fait ».

Le pouvoir actuel exacerbe la haine du savoir, de toutes les connaissances, l'histoire et les historiens, la science et les chercheurs, les journalistes, l'événement, la révélation, les enseignants la princesse de Clèves, etc.. Au fond, il est ennemi du savoir, comme dérangement, comme surgissement, comme étonnement, comme mouvement.

Cette expression de « vérité de fait » provient d'un texte de Hannah Arendt intitulé « Vérité et politique » qui pourrait nous servir de manifeste philosophique de rassemblement.

Elle y oppose en effet deux types de vérités : la vérité d'opinion, de préjugé, de conviction, de raisonnement, de croyance (et il y en a de toutes sortes, pertinentes ou folles, raisonnables et déraisonnables), et puis les vérités de fait. Pas la vérité avec un grand V, mais des vérités de fait qui forment un puzzle autour duquel nous pouvons discuter ; et des vérités autour desquelles les opinions vont pouvoir se construire.

C'est dans ce sens qu'elle défend la place du journalisme en disant combien le journaliste qui apporte des vérités de fait, dérangeantes, est beaucoup plus menacé, calomnié, contesté que le journaliste d'opinion qui, lui, dérange moins (opinion contre opinion). Mais s'il n'y a que mon opinion contre la tienne, mon raisonnement contre le tien, ma conviction contre la tienne, il n'y a plus de monde commun. Pour qu'il y ait un monde commun, il faut qu'il y ait cette construction et cette légitimation au cœur de l'espace public que sont les « vérités de fait ». De ce point de vue, la référence à la philosophie pragmatiste américaine, étouffée par une tradition sociologique qui a à voir avec la troisième république, une sociologie de gouvernement ou de pouvoir, si utile soit elle, est intéressante. Des pragmatistes américains comme John Dewey étaient au cœur d'une pensée radicale de la démocratie. N'oublions d'ailleurs pas c'est lui que Trotsky a sollicité quand la recherche de la vérité fut au cœur d'un enjeu politique. C'est lui qui sera responsable de la commission qui va démonter les procès de Moscou. Et ce n'est pas un hasard si cette tradition qui pose la question des conditions de la production des débats, des questionnements au sein de la pratique démocratique, a donné une tradition journalistique, illustrée par Robert Ezra Park, journaliste et disciple de John Dewey qui est devenu sociologue à 50 ans et qui a fondé l'école de sociologie de Chicago. Il disait : « Ce ne sont pas les opinions qui font l'opinion, ce sont les informations qui font l'opinion ». En tout cas, être profondément démocrate, être du côté de la raison, c'est à mon sens être aussi convaincu que la révélation par l'information est une véritable pédagogie.

## Mais alors quel rapport avec Allègre ?

Ce n'est pas du tout secondaire de mener la bataille des faits contre les impostures d'Allègre, car derrière cela, il y a un enjeu démocratique essentiel, le rapport à ces vérités de fait. Nous ne sommes pas avec Allègre dans le domaine du doute, au sens où la science l'exerce et le revendique, nous sommes dans le relativisme qui permet de donner sa place au mensonge et à l'imposture.

A ce propos, je rappelle que dans son livre « Toute vérité est bonne à dire » Allègre explique combien il a eu des alliés, dans les media : « les éditorialistes, dit-il, voyaient très bien les problèmes et la quasi totalité soutenaient nos efforts pour réformer, c'est grâce à ce soutien que j'ai pu réaliser mes réformes. De droite comme de gauche, à la télévision à la radio, ils m'ont tous soutenu... ». Mais c'est la conclusion qui est intéressante : « Pourquoi ne pas concevoir des journaux avec des journalistes moins spécialisés et plus indépendants ? ». Autrement dit, le journaliste d'opinion ne le dérange pas, il peut le manipuler. Par contre celui qui peut le contester sur les faits, et qui apporte l'information, le dérange beaucoup plus.

On trouve d'ailleurs dans ce livre bien d'autres éléments qu'on retrouve aujourd'hui dans l'affaire du climat : notamment, le refus de la discussion informée et la vision complotiste ; déjà à l'époque, toute sa thèse était celle d'un complot contre lui en tant que ministre de l'Éducation.

On est bien au cœur de notre sujet : quand les charlatans, les imposteurs sont au cœur de l'espace public, ce n'est pas la science qui est en crise, ce n'est pas le journalisme qui est en crise, c'est la démocratie. Comme à l'époque du combat contre le stalinisme, la vérité reste un enjeu politique majeur, les charlatans sont des Lyssenko. La négation de la démocratie laisse une place à une science d'imposture, qui se présente comme une science et qui n'en est pas une. Nous sommes devant une crise de l'idéal démocratique : derrière cette idée soi disant provocante « Toute vérité est bonne à dire », il y a chez Allègre l'idée que la démocratie lui appartient. Et je dis cela parce que dans un autre livre que j'ai là, « L'ivresse démocratique » d'Alain Minc, on retrouve cette notion dans une lettre au président de la république : « faites votre nouveau 58 silencieux, faites la synthèse entre la république consulaire qui occupe les institutions et la démocratie d'opinion qui conquiert les écrans ». (autrement dit, organisez la servitude médiatique). « Dominez l'ivresse démocratique qui nous guette et qui insidieusement commence à s'emparer de nos esprits et aidez nous à nous défendre de nous mêmes ».

Le mur de Berlin est tombé, l'URSS est tombée. Plutôt que de chercher quel sens nouveau donner à la démocratie, tout d'un coup nos gouvernants ont pris peur : plus d'idéal totalitaire pour justifier l'idéal

démocratique. Tout d'un coup, la démocratie devient un problème, consubstantiel de la question sociale. Car la démocratie, c'est l'appropriation des questions de tous par tous. La démocratie devient un problème quand il n'y a plus son envers, une crainte, inquiétude devant ce surgissement de « n'importe qui ».

Un dernier mot sur Internet qui a déjà été évoqué par les intervenants précédents. Je voudrais dire combien ce peut être le levier de « notre alliance ». C'est justement le lieu du n'importe qui, qui ébranle aussi bien le savant que le journaliste. Au fond, de journaliste, vous n'en avez plus vraiment besoin pour faire partager votre savoir et en même temps vous prenez un peu peur, comme les journalistes, en vous demandant ce qui va sortir de tout ce bouillonnement. Ce bouillonnement, Nicolas Sarkozy veut à tout le

prix le contrôler, en « civilisant internet » comme il l'écrivait à son ministre des Affaires étrangères en prévision d'une réunion du G8. Il y a des barbares et il faut leur apporter la civilisation supérieure. Mais ce bouillonnement c'est aussi notre chance d'une nouvelle alliance.

Je voudrais enfin vous livrer une préoccupation. Il y a eu une époque où nous n'étions pas nombreux à critiquer le sarkozysme. Mais aujourd'hui nombreux ceux qui pensent que le pouvoir va leur arriver comme un fruit mûr. Et du coup, ce que ce pouvoir a révélé sur le délitement démocratique passe au second plan. Et pourtant si ce pouvoir est arrivé, c'est parce que nous n'avons pas prêté assez d'attention à cette question de la démocratie.



# Quelle information pour les élus dans le domaine scientifique ?



**Marie Christine Blandin**

*Membre d'Europe Ecologie-les verts, sénatrice du Nord et membre de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques*

Entre culture et politique, Jean Vilar alertait sur le « mariage cruel ».

Entre recherche et politique, on trouve les mêmes ambiguïtés, les mêmes difficultés.

Quel chercheur n'est pas fier de se prévaloir de sa proximité de tel ou tel pouvoir ? Quel élu n'est pas fier de ses rencontres avec tel ou tel chercheur ? Il n'est qu'à voir la fierté des membres de l'OPECST rencontrant leur conseil scientifique où siègent 13 académiciens sur 25.

Mais comme pour la culture, le rapport est faussé, puisque l'un, par ses choix, va faire que l'autre sera ou non financé. Ce qui est particulièrement vrai au niveau des présidents de région ou d'intercommunalité, et des ministres.

Les vecteurs d'information pour les élus sont dans l'ordre le kilogramme de documentation reçu chaque jour : rapport d'activités, journaux, fiches de l'IRD, plaquettes des lobbies avec invitation au restaurant ou plus si affinités, ainsi que les médias.

L'UIPP, union des industries pour la protection des plantes (nouveau nom de l'union des industries productrices de pesticides) est très active.

Des publications comme AE (agriculture et environnement) sont de vrais outils de propagande anti écologie.

Le travail en commission concerne la recherche pour les affaires culturelles, et pour les affaires économiques, avec une vraie lutte d'influence. On y entend les ministres, les présidents d'institutions, parfois les syndicats ou une coordination comme Sauvons la Recherche. Les rapporteurs du budget y font autorité.

Ensuite il y a les colloques, organisés par les parlementaires, en réalité parfois organisés par des acteurs extérieurs, et qu'endossent des parlementaires. C'est le mode de financement qui tord la démocratie : par exemple les rencontres parlementaires pendant la

grippe H1N1 sur la réalité de la pandémie étaient financées par GSK, Roche et Sanofi...

Enfin il y a l'OPECST, 18 sénateurs et 18 députés, travaillant par auditions et rapports, censés éclairer le gouvernement et le parlement sur les enjeux de telles ou telles recherches et applications.

Sur les méthodes, tout est à revoir, puisque les administrateurs tiennent souvent la plume, aidés par des acteurs extérieurs, que le rapport est mis sur table, qu'il n'y a pas de quorum.

Le dernier rapport sur les pesticides qui met la mortalité des abeilles sur le dos de l'incompétence des apiculteurs, et les maladies des agriculteurs sur le dos des échappements de leurs tracteurs et de leur exposition aux UV du soleil est un monument du genre.

Un parlementaire peut aussi aller à la rencontre des informations, par exemple les journées annuelles de l'Institut de Veille Sanitaire.

J'y ai là appris toutes les nuances des conclusions :

- Une jeune doctorante, il y a quelques années, exposait son étude sur les risques du mercure pour les populations du Haut Maroni, et concluait : « il n'y a pas de risque pour les Amérindiens dès lors qu'ils ne mangent plus de poissons (!!!).
- Une étude épidémiologique sur les impacts de plusieurs incinérateurs s'appuyait sur des protocoles très stricts, éliminant tout sujet ayant pu être contaminé par ailleurs (habitants venant d'un autre territoire, fumeurs, travailleurs de la chimie, famille ayant connu un cas de cancer). Malgré tout, l'incidence était visiblement plus forte autour d'un incinérateur que dans la population témoin. Cependant la conclusion se terminait par : « néanmoins la causalité n'est pas prouvée ». Les fabricants d'incinérateurs s'emparèrent de cette phrase, tandis que les écologistes firent état des résultats.

Enfin, il faut savoir que certains assistants de parlementaires sont payés en tout ou partie par des firmes (ex. Air France).

Un espace qualitatif est celui des missions ou commissions d'enquête. Dans celle de l'amiante, nous avons vraiment pu fouiller les mécanismes de détournement de l'intérêt public, et aussi la question « A partir de quand savait-on ? ». Oui, on savait en 1906 quand un inspecteur du travail sonna l'alerte ; oui on savait quand les ouvrières de Condé sur Noireau dénoncèrent l'hécatombe qui les frappait... Mais de ces sources modestes, on ne tint pas compte. En revanche, quand tardivement on approcha de l'interdiction, l'Académie émit des doutes sur la nocivité, et fit autorité, retardant les lois attendues.

Une mention spéciale doit être faite pour la première partie du Grenelle, celle de l'élaboration. La médiation et la coproduction à 5 était, comme le dit Edwy Plenel à propos de ses attentes dans d'autres domaines, un véritable écosystème démocratique.

Les agences sanitaires, en revanche, ne signalent pas aux élus leurs rapports ; pourtant les élus débattent de sujets documentés par leurs expertises !

Les messages récurrents reçus par les élus plaident la liberté de la recherche, dénoncent l'absurdité de la distinction recherche fondamentale et recherche appliquée, et alertent sur la place lamentable de la France.

La liberté est défendue par les militants comme par les mandarins. Pourtant les nouveaux modes de financement conduisent les laboratoires vers les choix du privé, du rentable, du brevetable : Crédit d'Impôt Recherche, compétition, financement au projet.

Les nanomatériaux ont plus de chance que l'étude de la médiation chez les aborigènes !

La promotion des Partenariats Publics Privés est plus souvent la conséquence de la critique de la distinction « fondamental et appliqué », que la création d'un continuum intelligent, facilitateur et permettant des critères pour distinguer où doit aller l'argent public et qui en a les retombées.

Enfin les classements internationaux, les vrais faux exemples comme les USA, culpabilisent les donneurs d'ordre et les poussent à encourager la sélection, l'évaluation, les CDD, la mise en concurrence.

Depuis 2004, le Principe de précaution est régulièrement pointé du doigt comme « entrave à la science et au progrès ».

Les orientations qui découlent de ce bruit de fond, et cette « délégation de cerveau » à quelques élus considérés comme spécialistes<sup>1</sup> sont un suivisme des secteurs internationalement juteux : génétique, nano technologies, information, trois domaines qui flirtent avec la diminution de nos libertés, nano matériaux, chimie des pesticides et médicaments : deux domaines qui tournent le dos au principe de précaution et entament notre capital santé. Tous mettent davantage en péril le bien commun qu'ils ne le protègent et le partagent.

Par effet collatéral, les lobbies veillent à n'être pas entravés dans leur démarche, et parviennent à suggérer et faire voter des amendements qui leur donnent les coudées franches : confiscation des semences, brevetabilité des procédés confisquant le vivant, minoration des contrôles (REACH seulement pour plus d'une tonne de substance en circulation).

Les autres secteurs, sciences humaines et sociales, botanique, écologie ramassent les miettes. Tandis que certaines filières « gênantes » sont mises au pain sec : toxicologie, pédologie, quand ce ne sont pas leurs chercheurs qui se trouvent calomniés et marginalisés.

En conclusion, je citerai trois informations qui ne nous parviennent jamais :

- Ce n'est pas parce qu'on peut le faire qu'on doit le faire.
- Tout ce qui crée de l'emploi n'est pas bon à prendre.
- L'urgence c'est le bonheur partagé, pas le bénéfice de quelques-uns.

*1 - Même sans cumuler, un parlementaire a un agenda pléthorique où se chevauchent la séance publique (votes) les auditions de sa commission (thématique, audition des ministres) et des représentations dans d'importants organismes où le Sénat le délègue. La tendance est dès lors au sein d'un groupe de se partager les tâches et de faire confiance à celui qui est réputé connaître le mieux le sujet.*

# La médiatisation scientifique : vulgarisation ou culture ?



**Ruth Stégassy**

*Journaliste à France Culture, elle y anime le magazine Terre à terre*

Il a fallu à mes amis beaucoup d'insistance pour me convaincre de participer à cette riche journée. Je ne suis pas une spécialiste des médias, et je ne suis pas une scientifique. Tout ce que je peux proposer, c'est de témoigner : depuis dix ans, je suis productrice sur France Culture d'une émission de radio consacrée à l'environnement, donc amenée à parler de sciences sur un média.

J'ai commencé par cet aveu, je ne suis pas une scientifique. C'est pourquoi pendant longtemps, je me suis auto-disqualifiée pour tout ce qui concernait les sciences. Ce n'était pas faute d'intérêt, j'avais souvent envie d'en savoir plus sur les trous noirs, le nucléaire, le climat... A chacune de mes tentatives pour lire un article dans une revue spécialisée, je renonçais au bout de quelques paragraphes. Trop obscur, trop compliqué, hors de ma portée... Je n'étais pas à la hauteur.

Lorsqu'on m'a confié la charge d'une émission sur l'environnement, j'ai attribué ça à une erreur de casting. Ceci dit, je n'étais pas un cas isolé. Nombre de mes confrères et consœurs, littéraires eux aussi, se retrouvaient chargés des questions scientifiques dans différents médias, presse écrite ou audiovisuel. A noter d'ailleurs qu'on les trouvait également dans les rubriques économiques. Certains d'entre eux étaient « appareillés » : on les entourait de sommités de l'Académie des Sciences ou de la Médecine qui choisissaient avec eux les thèmes à traiter et leur indiquaient les bons experts à interroger. Ils n'étaient pas les mieux lotis.

Finalement, mon approche des sciences a été autre, déterminée par ce que je savais faire. En fait, je suis douée pour les langues, c'est un don familial, j'apprends aisément les langues étrangères, quelques mots me suffisent pour comprendre un sens général, retrouver un contexte et même saisir des nuances. Lorsque je me suis plongée dans ces domaines si intimidants, la physique, la chimie, les statistiques, la génétique, la botanique, il m'est vite apparu que les questions de langue étaient primordiales. Comme partout ailleurs,

la langue servait à dévoiler, à dissimuler, à suggérer, à égarer ou à attirer. Elle était écran ou ouverture, accueillante ou repoussante.

C'est vrai, dans les textes scientifiques que j'ai été amenée à lire pour préparer mes émissions, il y a des formules, des vocables, des descriptions que j'ai du mal à retenir ou même à comprendre. Mais si j'évoque un cross-fed, un shunt ou un effet de gauche-droite, rares sont ceux qui sauront de quoi il est question. Ce qui n'empêchera personne de comprendre l'émission de radio qui a été mixée en studio avec des collègues dont je partage la langue.

Ce qui est intéressant pour les citoyens que nous sommes, dans les sciences, ce n'est pas la cuisine interne, la langue du métier, ni même les arguties sur tel ou tel point qui fait débat entre virtuoses. Ce que nous voulons connaître, c'est tout ce qu'il y a autour : qui a décidé de lancer telle recherche et dans quel but ? Quelles sont les conséquences de telle manipulation et pour qui ? Qu'est-ce qui est nécessaire, désirable, utile, voulu ?

Question de langue, disais-je. Le mot couramment employé pour désigner le fait de rendre accessibles des connaissances scientifiques, c'est « vulgarisation ». Comme dans « vulgaire ». Je préfère penser qu'il s'agit de construire une culture commune, une culture qui aujourd'hui fait encore trop souvent défaut. Les médias ont leur part de responsabilité dans cet état de fait : ils répugnent à déplaire. Or, la complexité est réputée rebutante ; mieux vaut donc ne pas en parler, ou édulcorer. Mais le monde scientifique aussi est directement actif dans cette mise à l'écart des citoyens. Quelques anecdotes illustreront ces deux affirmations.

En 2006 s'est tenu à Rouen le premier congrès sur les pathologies environnementales, à l'initiative d'un groupe de médecins et à destination d'un public de médecins. Un professeur, enseignant en CHU et spécialiste des allergies respiratoires fait une communica-



tion dans laquelle il établit clairement un lien entre la circulation automobile et les problèmes respiratoires. J'étais la seule journaliste dans la salle. Après la matinée, je me rends à la conférence de presse à laquelle ce professeur participait, pour l'interviewer. Et là, je l'entends expliquer avec un fin sourire qu'il y a peut-être une vague relation entre circulation et problèmes respiratoires, mais voilà, c'est le signe que l'être humain ne s'est pas encore pleinement adapté à la voiture... Ce qu'on pouvait se dire entre soi n'était pas bon pour des oreilles de journalistes. Ils sont toujours si prêts à dramatiser, n'est-ce pas ?

Au cours d'une émission, j'ai invité deux scientifiques qui avaient manifestement une connaissance extrêmement précise des questions nucléaires, Benjamin Dessus et Bernard Laponche, en face de la ministre de l'industrie de l'époque et du responsable de communication d'Areva. Aux deux premiers qui faisaient état d'erreurs grossières dans un rapport, erreurs qui avaient échappé aux autorités, et demandaient donc un débat contradictoire sur ces questions importantes, l'envoyé d'Areva répondait par des arguments tels que : « les déchets du nucléaire, c'est l'équivalent d'un camion de pompiers ». D'un côté la demande d'un échange ouvert, collectif, afin de prendre des décisions qui nous concernent tous ; de l'autre un discours de « communiquant », un beau camion rouge tout rutilant, toutes sirènes dehors, de quoi nous sauver d'un débat peut-être difficile.

Ce décalage entre les « niveaux de langue », je l'ai éprouvé à de nombreuses reprises. Chaque fois, en fait, que j'ai tenté d'organiser cet exercice qui est considéré comme le nec plus ultra de la médiatisation audiovisuelle : le débat contradictoire, justement.

La controverse est une bonne chose. Elle est nécessaire dans les milieux concernés et permet certainement d'avancer sur des points de doute, voire de litige. En revanche, sa version médiatique est tout autre. Elle tourne régulièrement à la mise en scène d'un pugilat version Guignol contre Gnafron, le plus éloquent, le plus drôle ou le plus rentre-dedans ayant systématiquement le dessus, sans que les arguments avancés entrent jamais en ligne de compte. Il ne s'agit plus là de controverse, mais de polémique. Contrairement aux jeux du stade barbares où il fallait voir couler le sang, notre époque apprécie le match nul et je me souviens d'une collègue soupirant d'aise : « *Moi, ce que j'aime, c'est quand les auditeurs ne savent plus quoi penser à la fin d'un débat* ».

Pas moi. J'ai vite compris que les questions que j'étais amenée à traiter étaient trop graves pour les cantonner à la seule polémique. Le changement climatique, la déplétion pétrolière, l'accumulation de substances chimiques toxiques dans les sols, les eaux, l'air, l'effondrement de la biodiversité... En dix ans, j'ai vu qu'on les niait, puis on les a minimisées et aujourd'hui

on prétend les résoudre par la magie, fermez les yeux, tout va rentrer dans l'ordre sans qu'on change rien.

Nous devons aujourd'hui acquérir une nouvelle culture. Les sujets d'environnement sont d'ordre scientifique, et nous avons besoin qu'un certain nombre de connaissances soient mises à la portée du plus grand nombre. Mais au-delà, ce sont des questions sociales, économiques, avant tout politiques. Les difficultés sont nombreuses, je les éprouve dans l'exercice de mon métier et elles sont, me semble-t-il, largement partagées. Il y a le manque de temps. Pour faire une heure d'émission par semaine sur tous les thèmes que j'ai évoqués et bien d'autres, l'agriculture, la botanique, l'énergie, l'économie, qui tous concernent l'environnement, je n'ai jamais obtenu qu'on m'accorde un poste, voire un demi-poste de documentaliste. Je travaille seule, je lis, j'assiste aux conférences et colloques sans aucune aide. Manque de temps, qui conduit à un isolement. J'ai longtemps été la seule à traiter ces sujets sur France Culture et je ne vois pas quand je pourrais aller discuter ou échanger avec mes collègues d'autres médias. D'ailleurs, eux aussi sont débordés et, comment dire... « empêchés » de faire le travail de fond que tous estiment nécessaire aujourd'hui.

Autre difficulté : l'extrême complexité des sujets scientifiques et environnementaux. J'ai de la chance : une heure, cela permet de développer un certain nombre d'idées. A condition de résister aux courants de mode qui voudraient qu'on saucissonne le temps, en multipliant les rubriques, les chroniques, les musiques. Ailleurs, dans la presse écrite par exemple, l'espace est aussi rare que le temps. A cela s'ajoute une sorte de léthargie collective qui rend de plus en plus inhabituel de se concentrer sur un sujet. On s'habitue facilement à faire vite, à passer d'une chose à l'autre, à trancher. Les messages dont nous sommes abreuvés, les images, les slogans, les clips et les pancartes sont tous brefs, concis, univoques... et encombrants. La pensée doit se frayer un chemin dans cet amoncellement d'obstacles qui la divertissent sans la nourrir. Cela demande certainement davantage de volonté aujourd'hui.

Encore une anecdote. Au début de ce siècle, je me suis intéressée simultanément à deux affaires : la vache folle et l'huile frelatée en Espagne. Un agriculteur anglais avait une hypothèse. Il faisait un lien entre l'encéphalopathie spongiforme et un traitement qu'on avait imposé à l'ensemble du cheptel bovin en Europe, pour éviter qu'un moucheron ne troue leur peau et n'entraîne ainsi l'industrie du cuir. Par ailleurs, un Français avait publié un livre, résultat d'une longue enquête qui mettait en cause l'épandage de pesticides non autorisés sur les champs de tomates en Espagne, lequel pourrait être responsable de la mort de nombreuses personnes, qu'on avait imputée à un lot d'huiles frelatées. J'étais bien en peine de me faire une opinion sur ces deux hypothèses, même s'il me semblait que la seconde était plus vraisemblable que la première. J'ai pris conseil auprès d'un des (trop rares) écotoxicologues

que nous avons encore en France à l'époque. Et lui a jugé l'histoire du moucheron bien plus vraisemblable que celle des tomates. Finalement, on n'a jamais eu le fin mot ni de l'une, ni de l'autre. C'est regrettable, bien sûr, d'autant que je n'ai jamais réussi à me faire une « opinion ». Mais au passage, j'avais appris qu'en Europe, on obligeait les agriculteurs à badigeonner la colonne vertébrale de leurs vaches avec un produit

chimique ultra-toxique pour éradiquer un moucheron dont le seul tort était de percer des trous minuscules nuisibles à l'industrie du gant et non à la santé bovine. Et qu'en Espagne, on se livrait à des expériences clandestines en déversant du haut d'un avion des tonnes d'un autre produit chimique non autorisé.

Et là ce sont des faits, non des opinions.

## Le débat

### **Ruth Stegassy**

Une question de curiosité à Marie Christine Blandin. Je suis souvent allée dans les colloques qui sont organisés au Sénat et qui sont pour la plupart remarquables. Il n'y a jamais aucun parlementaire. Pourquoi ? Comment peut-on les y faire venir ?

### **Marie Christine Blandin**

Là, je vais prendre la défense des parlementaires. Moi qui suis très fière de ne pas cumuler les mandats, je suis catastrophée du nombre de choses que je n'arrive pas à suivre. Pendant que se déroule la discussion de la loi sur les retraites, il y aura une réunion de l'OPESCT et une réunion de la commission de la Culture à laquelle j'appartiens pour auditionner Frédéric Mitterand. Alors vous imaginez ce qui se passe pour les parlementaires qui cumulent les mandats.

Il y a donc un véritable enjeu démocratique dans la réorganisation du règlement des assemblées. Bien évidemment la propension de notre président à déposer un projet de loi tous les matins n'arrange rien à la situation. Il y a donc une délégation de temps et de part de cerveau qui est tout à fait préjudiciable au fonctionnement démocratique de nos assemblées.

### **Edwy Plenel**

Après vous avoir écoutées, je voudrais préciser que quand j'ai cité Allègre, ce n'était pas pour dire qu'il faut être médecin pour parler de médecine ou physicien pour parler de physique mais plutôt pour réfléchir à la façon d'inventer les moyens de discuter rationnellement des conditions de production de transmission et de discussion des vérités factuelles. Pour nous journalistes, c'est capital, car le journalisme français est surtout un journalisme d'opinion. A ce propos, la révolution numérique est une bonne nouvelle car elle casse cette logique puisque le public du numérique peut se réapproprié une liberté que les journalistes avaient un peu confisquée. La vraie compétence des journalistes c'est la production d'informations. Ensuite de quoi, à

l'égal des citoyens, il peuvent évidemment donner leur opinion, mais ce n'est pas leur spécificité.

En ce sens, l'éloge des éditorialistes par Allègre est l'éloge d'un journalisme d'opinion, et si j'insiste sur ce point c'est que de la même manière que Marie Christine Blandin nous a montré la nécessité de réappropriation d'une culture démocratique, d'un réflexe démocratique dans les pratiques parlementaires, il nous faut dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui, créer ou recréer une sorte d'écosystème démocratique dont le journalisme « d'opinion » cher à Allègre est évidemment éloigné.

### **Questions et commentaires**

- *Il faut tenir compte du fait que les grosses entreprises fonctionnent en fonction de critères très particuliers (brevetabilité, profit immédiat, obsolescence planifiée, imposition sur le marché, minimisation des coûts de recherche, etc.) qui ne rejoignent pas l'intérêt général mais ceux de certains chercheurs (profit personnel, start up, légitimation du travail, etc.).*
- *Dire comme le fait Edwy Plenel que les faits parlent d'eux mêmes est caricatural. Parce que la science ne produit pas des faits mais des connaissances et que ces connaissances sont complexes et parfois contradictoires. Le problème de l'expertise est donc de prendre des décisions en incertitude. Par conséquent ce qu'on a entendu sur le mode « on fait donner un expert pour et un contre et le bon peuple décide » n'a rien à voir avec la réalité des problèmes à régler. Comme si pour vous, il y avait des méchants et des bons. C'est passer à côté des vraies questions. Et puis a t'on voté pour internet ou la voiture ? Le bon peuple n'en a pas discuté démocratiquement mais est-ce mauvais pour autant ?*

### **Marie Christine Blandin**

Je voudrais d'abord dire à propos du caractère caricatural que vous attribuez à nos propos que votre affirmation « la recherche produit de la connaissance » c'est bien entendu ce dont on rêve, mais on est loin de la coupe aux lèvres, puisque le financement de la recherche va de plus en plus à l'application et pas à la connaissance. Un exemple, celui de la recherche sur les médicaments. où plus de 60 % des fonds distribués vont vers le flaconnage et le marketing.: on est bien loin de la connaissance ! D'autre part vous savez bien, et Benjamin Dessus l'a dit, qu'on dispose de toute une série de connaissances en amont des recherches appliquées qui permettraient d'apporter une expertise sur les applications (la question des très faibles réserves de lithium et de politique industrielle associée pour les véhicules électriques, les risques liés à la dispersion du mercure pour les lampes basse consommation, etc.). La question principale à laquelle nous sommes confrontés finalement n'est donc pas tant la question des bons et des méchants mais bien le réflexe de défense corporatiste d'organismes officiels comme l'Académie des sciences par exemple devant le questionnement des citoyens sur les nouveaux avatars comme les OGM, les nanotechnologies, etc.

Nous exigeons simplement d'être entendus avec la même légitimité qu'eux, en tant qu'enfants des lumières, tout comme eux, et d'avoir de vrais débats sur ces questions alors que nous les avons pris la main dans le sac, avec la publication, par exemple, de faux rapports sur le nuage de Tchernobyl s'arrêtant à nos frontières, rédigés par le professeur Pellerin lui-même et signés par les académiciens. Et nous pouvons en apporter les preuves puisque le professeur Pellerin avait été mis sur écoute par Mme Berthela Joffroy, juge du pôle santé.

### **Edwy Plenel.**

Derrière la provocation, la question posée me semble centrale. Qu'est ce que c'est qu'un espace public démocratique et ses conditions d'émergence? Cela veut dire que ce « n'importe qui » de la promesse démocratique déjà explicité plus haut et qui est au cœur de la radicalité démocratique, véritable provocation pour chacun d'entre nous, doit être défendu en face de pouvoirs toujours renouvelés, post modernes, de nature oligarchique, qui derrière un vernis de démocratie, confisquent cet espace du débat, en jouant sur la puissance, le mensonge, la communication, etc. Et c'est pour cela que l'affaire Allègre ne doit pas être balayée d'un revers de main. Les avant-gardes politiques ont aussi fonctionné comme des experts du corps social et comme prescripteurs et on a bien vu ce que cela a donné.

Nous avons donc devant nous une vraie question d'invention démocratique qui nous interpelle (savants comme journalistes).

Le second point que je voudrais signaler est que je n'ai jamais dit que les faits parlaient d'eux mêmes. J'ai dit par contre que la production de ces vérités de faits était fondamentale et porteuse de questionnements et crée le rassemblement démocratique autour d'une ou plusieurs questions, justice fiscale, fonctionnement de la justice, etc. par exemple pour l'affaire Bettencourt.

Troisième point sur lequel j'insiste, l'enjeu du numérique qui est la troisième révolution industrielle, ce numérique qui fait souvent peur au pouvoirs. Il y a dans Internet en effet une opportunité de partage des ressources, de confiance (chacun se met au risque du débat), qu'on peut mettre en parallèle de l'opportunité que représentaient les universités populaires qui sont contemporaines de la presse de masse à la fin du 19<sup>ème</sup> début du vingtième siècle, universités qui se sont créées à l'initiative d'un monde intellectuel français qui se disait que l'émergence de cette presse pouvait se révéler dangereuse pour la démocratie sans une capacité parallèle de partage des connaissances par les citoyens.

## **Questions et commentaires**

- *Nous avons entendu le mot de confiance. En tant que journaliste c'est un mot qui compte pour moi, le besoin de confiance dans nos sources est en effet essentiel. J'imagine qu'il en est de même pour les chercheurs vis-à-vis des journalistes. Il serait intéressant de s'y arrêter un instant.*
- *Un second point concerne le « divertissement ». En effet dans les rédactions, bien souvent c'est le mot d'ordre : on n'est pas là pour en mettre plein la tête. Comment faire pour résister à cette logique du divertissement dans la presse ?*
- *La nature des sujets retenus par les rédactions répond à des modes, le mimétisme est frappant, il est très difficile de parler d'un sujet si les autres média n'en parlent pas. Et réciproquement. Ce mimétisme a joué un rôle majeur dans l'affaire Allègre. Comment faire pour l'éviter ?*
- *De la même façon, la vogue journalistique du véhicule électrique provient en partie du « coup politique » de Ségolène Royal dans sa région, qui n'a aucun rapport sérieux avec une analyse quelconque des caractéristiques environnementales de ce véhicule.*
- *Élu dans une communauté de communes rurales, je connais bien le problème de l'incertitude qu'il faut bien gérer tous les jours. Il nous faut repérer au mieux et collectivement les éléments du bien commun. Peut-être pourrions nous nous inspirer de l'expérience de gestion des controverses scientifiques. Et nous avons aussi, comme le soulignait Ruth Stégassy, des problèmes de langage commun et de médiation.*

- *La question du secret qui très souvent empêche tout débat n'a pas été évoquée. Pourtant une partie des problèmes traités cet après midi tournent autour de cette question du secret, institutionnel en particulier. J'aimerais qu'on s'y arrête un instant. Même chose pour d'autres secrets, secret des données, secret fiscal etc.*

### **Ruth Stegassy**

Comment contrer la menace du divertissement ? Nous en sommes tous victimes et nous ne pouvons que tenter patiemment d'y résister. Quant au secret, je me demande si ce n'est pas une autre façon de parler des choses dont nous avons débattu. Quand on pense par exemple au secret défense, poussé si loin dans le cas du nucléaire que le fait même de prononcer le mot nucléaire semble mettre en danger la sécurité nationale, quand on pense au secret invoqué autour des tests réellement pratiqués dans les domaines des OGM, on peut se poser des questions. En fait c'est bien souvent l'appropriation de l'information à des fins économiques ou à des fins de pouvoir qui est derrière ce secret invoqué sous des prétextes d'intérêt commun.

### **Marie Christine Blandin**

Les encouragements à la brevetabilité et à la rentabilité renforcent la notion de secret pour les laboratoires. Mais le secret est antinomique de l'interdisciplinarité et l'on sait pourtant bien que l'avenir est justement dans cette interdisciplinarité si l'on veut exercer les bons choix démocratiques. Dans les nanomatériaux par exemple, c'est le rangement des atomes qui compte et pas tant leur nature chimique. Et comme il y a des enjeux économiques importants, il y a du secret et donc pas de nomenclature. Du coup les toxicologues sont plus ou moins mis en échec.

A propos du divertissement, regardez bien ce qui va se passer avec la fusion du Palais de la découverte et de la Cité des sciences sous le nom « UNIVERSSCIENCE ». Le Palais de la découverte, c'était le plaisir d'apprendre dans la rigueur, et la Cité, le strass et les paillettes pour attirer vers la science. Mais derrière cette fusion, il y a la suppression de la ligne budgétaire de la cellule culture scientifique du ministère de la recherche qui, pourtant, avait un rôle majeur pour la décentralisation. Tout est passé au nouvel organisme. C'est comme si l'on donnait tout l'argent du théâtre à l'Odéon, charge à lui d'alimenter les théâtres de pro-

vince... Et sans culture, il n'y aura pas d'appétence du citoyen au débat.

### **Edwy Plenel**

Quid du suivisme évoqué ? Nous pouvons y échapper avec Internet. Et pour être concret, à Médiapart par exemple, notre réponse à cette question du suivisme est, à côté du journal, la création de ce club, auquel chaque lecteur peut contribuer. Le journaliste n'est plus tout puissant, l'alerte d'un sachant devient possible, la contestation des affirmations d'un journaliste imparfait aussi.

Beaucoup de gens pensent encore que la légitimité d'une tribune citoyenne, d'un appel, passe obligatoirement par les média classiques, le monde, les échos, libé, etc. Songez pourtant qu'une tribune parue dans le monde peut espérer être lue in extenso par 5 000 ou 10 000 personnes au mieux alors que sur le net elle pourra atteindre 100 000 lecteurs.

C'est cela qui est devant nous comme partage de l'information. De vertical le journal devient horizontal. Cela nous bouscule évidemment tous, nous les journalistes et vous les savants. Il va aussi vous falloir descendre dans l'arène sans attendre qu'un journaliste publie votre interview ou votre tribune...

Quant à la question du secret, elle est bien illustrée par les propos du premier maire de Paris, Bailly, en 1789 qui disait : « *la publicité de la vie politique est la sauvegarde du peuple* ». Et à ce propos je pense que nous sommes une démocratie en retard. Le principe démocratique, c'est le droit du citoyen à l'information et le droit pour le citoyen d'informer le journaliste. En Suède c'est la règle : accès libre à l'information pour le citoyen et le journaliste qui révèle ses sources est puni, alors qu'en France on tente de découvrir la source du journaliste pour la sanctionner. Aux USA c'est le « *freedom of information act* » etc.

Voilà les questions politiques qui sont devant nous. Et nous y sommes relativement indifférents dans notre pays. On ne devrait pas avoir à être particulièrement courageux ou pugnace pour faire son métier de journaliste. Si c'est le cas c'est la démocratie qui est en danger.